

L'Adresse—M. Broadbent

Cette province, autrefois riche en matière d'emplois et de services sociaux, tant pour les hommes que pour les femmes, a systématiquement régressé dès que M. Bennett a appliqué les principes économiques du soi-disant nouveau gouvernement conservateur qui dirige le pays aujourd'hui. Non seulement le chômage s'est aggravé, mais les rapports entre les habitants mêmes de la province se sont détériorés, ce qui m'inquiète beaucoup. Jamais il ne nous a été donné de voir autant de conflits et d'antagonismes dans une collectivité qu'à l'heure actuelle en Colombie-Britannique. Il faut être passablement naïf et sot pour croire que les habitants de cette province sont foncièrement différents de leurs concitoyens d'ailleurs. Il n'en est rien. Il suffit d'appliquer à mauvais escient des principes économiques, d'avoir un gouvernement dont les programmes favorisent les futés et les débrouillards avant tout, un gouvernement qui s'emploie à perturber l'économie en faussant l'ordre des priorités pour semer la discorde et créer les tensions qui divisent la Colombie-Britannique. Voilà une chose que mon parti refuse d'admettre à l'échelle nationale.

Monsieur le Président, le premier ministre lui-même a semblé dire à peu près la même chose pendant la campagne électorale, donc il n'y a pas si longtemps. Dans un de ses discours de l'été dernier, il a affiché des priorités économiques mieux adaptées au pays. Il disait donc à Vancouver le 24 août, et avec juste raison comme je viens de le faire voir, qu'il ne saurait y avoir de réduction draconienne du déficit tant que les taux d'intérêt n'auront pas baissé et que l'emploi n'aura pas repris. Et que des coupures massives opérées en ce moment provoqueraient à coup sûr la récession. Bien sûr, monsieur le Président, le premier ministre avait raison de dire cela l'été dernier, et c'est cela qu'il devrait adopter comme politique en novembre 1984 à la Chambre des communes.

Monsieur le Président, il y a des choses tout à fait précises qu'on pourrait faire pour réaliser les grands objectifs exposés au discours du trône, et sur lesquels je suis d'accord, en matière de relance économique, de collaboration et de justice sociale. J'ajouterai qu'il y a des solutions que le premier ministre lui-même avait prônées pendant la campagne électorale mais qui ne figurent certes plus dans son programme maintenant qu'il est premier ministre.

Voyons tout d'abord la relance économique. Je crois juste de dire que nous voulons vraiment réduire le déficit à un moment donné. Tout homme politique sensé, tout Canadien sensé, en fait, toute personne sensée, où qu'elle soit dans le monde, veut voir réduire son déficit à un moment ou à un autre. Il serait vraiment stupide de dire au contraire que nous devons indéfiniment accumuler déficit sur déficit. C'est là une caricature fallacieuse de la position qu'adoptent certaines gens. Personne ne défend vraiment pareille position. Mais si pour commencer l'on a comme priorité la croissance économique, ce qui s'impose d'abord, on finit par en tirer des recettes puisque les gens ont des emplois. Le gouvernement perçoit alors des impôts tant des particuliers que des sociétés parce que les gens travaillent et que les sociétés réalisent des bénéfices au lieu d'essuyer des pertes.

Par conséquent, la priorité devrait être de créer des emplois, beaucoup d'emplois, comme le premier ministre l'a déjà dit. Nous devrions fixer des objectifs en matière de réduction du chômage. Il me semble qu'à l'instar de certains autres pays ces derniers temps, nous pourrions nous fixer comme objectif de réduire le chômage de 2 à 3 p. 100 par année. Pourquoi diable,

alors que un million et demi de Canadiens sont en chômage, devrions-nous attendre au printemps prochain pour faire quelque chose, comme il est dit dans le discours du trône? Pourquoi ne pas fixer dès maintenant ces objectifs afin de redonner espoir aux Canadiens?

Des voix: Bravo!

M. Broadbent: Que pourrions-nous faire, monsieur le Président, pour assurer un renouveau économique? Eh bien, ainsi que le premier ministre l'a promis au cours de la campagne électorale, ou pourrait réduire les taux d'intérêt. Nous avons proposé, sans que j'entre pour l'instant dans les détails, une formule qui, incidemment, a reçu l'appui de divers cercles conservateurs, comme je l'ai découvert dans un journal sérieux il y a peu de temps, et cette formule permettrait d'abaisser les taux d'intérêt. J'invite le premier ministre à lire cet article de journal. Si les taux d'intérêt étaient inférieurs, les entrepreneurs pourraient emprunter plus facilement en vue de leur expansion. Je m'adresse non seulement au premier ministre mais aussi au chef de l'opposition: si nos taux d'intérêt baissaient de 1 ou 2 p. 100, les frais financiers de notre énorme dette nationale pourraient être réduits chaque année de quelques millions de dollars. De plus, nous devrions prendre certaines mesures qui n'ont rien de radical, il me semble, de nos jours. Il faudrait supprimer les dispositions de la politique fiscale qui permettent d'accorder des fonds à des sociétés en espérant, bien naïvement, qu'elles réinvestissent cet argent et l'utilisent à des fins productives quelle que soit la conjoncture. Il faudrait dire aux sociétés: bien sûr, si votre rendement est bon, si vous mettez en œuvre un programme de recyclage et des programmes de promotion sociale pour les femmes, si vous prenez de l'expansion en achetant du matériel à une autre entreprise canadienne, vous pourrez obtenir de l'argent provenant du trésor, mais à ces seules conditions. C'est ce type de politique qu'il faut à notre avis établir.

[Français]

Et, monsieur le Président, il faut créer un fonds d'aide aux initiatives des jeunes. Le fonds d'aide aux initiatives des jeunes que nous avons proposé cet été pendant la campagne électorale serait un bon moyen pour les jeunes de mettre en valeur leurs connaissances et leurs compétences. Le but du fonds consiste à promouvoir des initiatives économiques. Il permettrait la création de 100,000 emplois pour nos jeunes hommes et nos jeunes femmes. Le fonds entraînerait des retombées économiques favorables à cause des nombreuses répercussions du programme.

[Traduction]

Ensuite, monsieur le Président, puisqu'il est question de renouveau économique, nous devrions accroître la transformation de nos richesses naturelles. Des richesses, nous en avons en quantités et depuis longtemps, nous aurions dû entreprendre sérieusement d'en faire des produits manufacturés qu'il s'agisse de produits de nos forêts, de nos mines, de nos pêches, au lieu de les vendre comme nous l'avons fait si longtemps sous forme de matières premières. Il nous incombe maintenant de transformer davantage ces produits et de créer ainsi des emplois dans le secteur secondaire. Pour cela, il faudra de nouveaux investissements.